

**COMMENT  
J'AI ATTRAPÉ  
LA SHARKA,  
UN VIRUS  
POLITIQUE**



**LES BROCHURES DES CAFES PAYSANS**

## **Pourquoi cette brochure**

Connaissez-vous la sharka ? Ce virus parasite touche les pêchers, les abricotiers et les pruniers. Comment les autorités gèrent-elles cette situation ? Quels sont les effets pour les arboriculteurs et arboricultrices ? Quelles analyses et conclusions politiques peut-on en tirer sur l'agriculture agro-industrielle et l'agriculture paysanne ?

Voici le témoignage et l'enquête d'un arboriculteur.

\*\*\*\*\*

**Cette brochure est publiée par les cafés paysans de Grenoble.**

Les cafés paysans sont des espaces d'échange, d'informations et d'expériences paysannes, ouverts à toutes et à tous.

Jusqu'en juin 2016, les cafés paysans ont lieu tous les premiers mardis du mois à 20h à la MJC des Eaux Claires, 33 rue Joseph Bouchayer à Grenoble (à 3 minutes à pied du TRAM C Vallier-Docteur Calmette ou Vallier-Libération).

**Plus d'infos sur <http://www.reperes-paysans.org>**

# Comment j'ai attrapé la sharka, un virus politique

Je suis arboriculteur dans le nord de la Drôme. Je cultive du mieux que je peux toutes sortes d'arbres fruitiers en agriculture biologique, des pommiers, des poiriers, des abricotiers, des pêchers... Je commercialise la plupart de mes fruits en vente directe, sur des marchés de producteurs.

En ce moment je suis très inquiet et révolté. Je fais face à un problème concernant une bonne partie de mes arbres. Ce problème, c'est un virus parasite, la sharka. Mais à y regarder de plus près, le véritable problème me semble la manière dont nos autorités gèrent la lutte contre ce virus.

## **Le virus sharka**

Dans plusieurs régions d'Europe et du monde, la sharka est un virus qui se développe peu à peu, depuis des décennies, sur les arbres du genre prunus, c'est-à-dire principalement à ce jour sur les pêchers, les abricotiers et les pruniers. Il semble que le virus se transmette par l'action des pucerons voyageant d'un arbre à l'autre. La vente et le transport de plants porteurs du virus, via les pépiniéristes, seraient aussi un mode important de dissémination.

La sharka, comme une multitude d'autres virus présents dans notre environnement, n'est pas dangereux pour l'humain et les végétaux. Mais il dénature les fruits de certaines variétés d'abricotiers, de pêchers et de pruniers. Le fruit, dit "sharké", est marqué de motifs colorés, et peut perdre certaines de ses qualités gustatives ou de conservation. Il existe des variétés très sensibles à l'infection par ce virus, d'autres beaucoup moins, certaines pas du tout.

## **La lutte contre la sharka**

Sachant qu'il n'existe aucun remède connu contre ce virus, qu'il se transmet inexorablement de proche en proche et que certaines variétés, comme par exemple l'abricot Bergeron, jugées très importantes pour l'industrie agro-alimentaire, supportent mal la sharka, le ministère de l'agriculture a décidé, à

la suite de demande d'aide de la part de certains agriculteurs, que tous les arbres contaminés devaient être arrachés. Ceci ne paraît pas dénué de bon sens. Mais, assez curieusement, lorsqu'un taux de contamination est atteint pour une variété donnée, soit entre 5 et 10% des arbres d'une parcelle, alors toute la parcelle doit être détruite et les arbres brûlés sous peine d'amende. Cette mesure draconienne n'a pourtant aucun fondement, aucune étude scientifique expérimentale réalisée sur le terrain ne vient démontrer comment cette pratique permettra de réduire la propagation du virus. Dans ces conditions, pourquoi une telle mesure ?

Pour appliquer cette procédure, le ministère de l'agriculture a mandaté des institutions chargées de lutter contre les "organismes nuisibles", la FREDON<sup>1</sup> et la FDGDON<sup>2</sup>. Ces dernières sont chargées de contrôler les arbres des parcelles plantées dans les régions "contaminées", plusieurs fois par an, aux frais des agriculteurs concernés et du contribuable. Depuis quelques années, ces organismes ont recruté des centaines de contrôleurs qui, notamment, arpentent les terrains avec des boîtiers GPS permettant de collecter et centraliser dans des bases de données informatiques les types de végétaux présents sur un territoire donné, ainsi que les noms et adresses des propriétaires et locataires des parcelles. En principe, le moindre pot de fleur sur votre terrasse peut être répertorié. Ces contrôles, sous l'autorité de la préfecture, sont en effet sensés s'appliquer à tout le monde dans les zones concernées. Mais en y regardant de plus près, seuls les agriculteurs sont contrôlés. Pourquoi donc ?

En cas d'obligation de destruction d'une plantation, si l'agriculteur refuse d'obtempérer, c'est la force publique qui est chargée de faire exécuter l'arrachage, aux frais du récalcitrant. Si l'on est adhérent à la FDGDON, on peut bénéficier en cas d'arrachage d'une indemnisation. Celle-ci est cependant dérisoire par rapport au dommage occasionné, surtout dans le cas de petites surfaces de culture bien valorisées en vente directe. S'il n'est pas adhérent à la FDGDON, le paysan ne reçoit pas d'indemnisation et doit payer les contrôles obligatoires deux fois plus chers. Pourquoi un tel acharnement à vouloir faire adhérer financièrement les paysans à ce "plan de lutte" ?

Sans me prévenir, des contrôleurs de la FDGDON sont venus scruter mes parcelles. Ils ont identifié une contamination à la sharka sur mes pêchers. Les arbres ont été marqués à la bombe de peinture. Puis des courriers de la préfecture m'ont sommé de couper ces arbres dans un délai très précis, sous peine d'arrachage forcé à mes frais, tout cela sans aucun recours possible. Des arbres en pleine production. Dix ans de travail détruits en quelques heures. C'est ce qui m'a poussé à mener mon enquête pour trouver des réponses à mes questions.

---

1 La Fédération REgionale de Défense contre les Organismes Nuisibles (<http://www.fredonra.com>)

2 Fédération départementale des groupements de défense contre les organismes nuisibles

## **Une méthode de lutte inutile**

En me renseignant j'ai appris que l'État français aurait pu décider, comme d'autres pays européens, "la non-intervention", c'est-à-dire l'abandon progressif des cultures des variétés trop sensibles à la sharka, en aidant les agriculteurs et les agricultrices à replanter d'autres variétés plus résistantes. Cette option n'a pas été retenue en France.

L'État aurait aussi pu décider de créer des "vides sanitaires", c'est-à-dire éradiquer la totalité des arbres du genre prunus sur tous les territoires où le virus est présent. Ce choix n'a pas été retenu. Pour créer un vide sanitaire, il faudrait déraciner toutes les plantations et dévitaliser à coup de pesticide tous les arbres sauvages du genre prunus, dans toutes les haies, les forêts, les friches, les jardins de particuliers. Une méthode non seulement coûteuse, mais dont l'efficacité reste aléatoire, étant donné l'ampleur de la tâche et l'état des connaissances sur la sharka.

Les "experts" du ministère de l'agriculture ont donc proposé, à la demande des responsables des filières de production agro-industrielles concernées, de prendre une mesure intermédiaire entre la non-intervention et le vide sanitaire : contrôler de manière intensive les territoires contaminés par la sharka, et faire arracher tous les arbres au fur et à mesure de l'apparition des contaminations. Le but ? Soit disant ralentir la progression du virus. Une méthode efficace ? Il est permis d'en douter. Les seuls chiffres et statistiques dont nous disposons pour vérifier l'efficacité de cette méthode sont ceux recueillis par les organismes contrôleurs dont l'analyse statistique n'est pas le métier, et qui ont sûrement tout intérêt à interpréter leurs données dans un sens qui est favorable à la durabilité de leur mission. Lorsque les taux de contamination diminuent, l'organisme contrôleur conclut que c'est grâce à ses contrôles, qu'il faut donc persister. Si le taux de contamination augmente, il conclut qu'il faut donc renforcer les contrôles. Pourquoi la préfecture et le ministère de l'agriculture laissent-ils faire ces pratiques douteuses ?

## **Une incohérence scientifique**

La méthode choisie par l'État est de toute façon incohérente du point de vue scientifique. Les contrôles effectués ne concernent pas les prunus présents dans les jardins des particuliers, ni tous les prunus sauvages dans les haies, les friches ou les bois. Si dans certaines zones des haies de pruneliers sauvages ont été dévitalisées au Round-up (faune et flore sauvage avec), en règle générale seuls les arboriculteurs sont contrôlés. Le contrôle des jardins particuliers représente un casse-tête infini, de nombreux habitants n'acceptant pas d'ouvrir la porte de leur jardin à des contrôleurs de la

FDGDON. Au final, le contrôle du territoire est loin d'être exhaustif<sup>3</sup>.

Par ailleurs, certaines variétés de prunus cultivées sont tolérantes au virus. Cela signifie que les arbres portent le virus, mais ils n'expriment aucun symptôme visible. Or, pour des raisons évidentes de budget qui ne permet pas de faire une analyse pour chaque arbre, le contrôle des parcelles est uniquement visuel : les contrôleurs observent principalement les fruits et le feuillage. Les arbres contaminés mais tolérants à la sharka ne sont donc pas détectés. Ils peuvent donc continuer indéfiniment de porter et de diffuser le virus.

Dans ces conditions, comment est-il possible que des experts scientifiques cautionnent une telle aberration ?

### **Tentatives de réponses à toutes ces questions posées.**

Après avoir mené mon enquête et participé à de nombreuses réunions sur ce sujet, j'ai fini par mieux comprendre la situation. Elle est inquiétante en ce qui concerne nos libertés paysannes.

J'ai compris que le plan de lutte obligatoire contre la sharka était mis en place par l'administration d'état (DDT, DDRAF) à la demande des producteurs les plus influents (FNSEA). Dans beaucoup de département, ces agriculteurs président les organismes effectuant les contrôles (FDGDON). L'administration d'État ne s'en cache pas, et affirme même que lorsque ces producteurs ne voudront plus de ces mesures de contrôle, elles seront abandonnées. Il s'agit pourtant de mesures sanitaires dites de quarantaine, pour des situations dites graves, et qui s'imposent de manière autoritaire à tout un territoire au-delà du secteur agricole !

J'ai compris que le plan de lutte obligatoire était conçu de manière à débloquer des fonds d'indemnisation financière pouvant représenter des sommes importantes en cas d'arrachage massif par les arboriculteurs. En effet, l'État ne débloque des fonds d'indemnisations qu'après avoir validé et rendu effectif un plan de lutte sur un territoire donné.

J'ai compris que ces plans de lutte sanitaire obligatoires sont conçus très intuitivement en ce qui concerne l'endiguement du problème sanitaire, et très diplomatiquement pour qu'ils soient acceptables par les plus hautes instances de l'État (à quel taux de contamination il faut arracher les arbres, la fréquence des contrôles, etc.).

---

3 D'après un contrôleur interrogé, des informaticiens travaillent actuellement sur des systèmes de détection des types de végétaux par satellite.

J'ai compris que les autorités se servent de quelques scientifiques "fantoques" pour donner leur caution à ces plans de lutte, sans jamais qu'il y ait un vrai travail expérimental sérieux de validation de la méthode de lutte.

J'ai compris que ces mesures (plan de lutte obligatoire, arrachage, subventions) pouvaient être très intéressantes financièrement pour les agriculteurs cultivant des surfaces importantes en circuits longs (pour fournir l'agro-industrie). En effet, lorsqu'un problème technique cultural difficile à maîtriser se présente (maladie, ravageur...), le manque à gagner peut vite devenir important pour les cultures industrielles standardisées (aux frais de production élevés et au prix de vente bas). Dans ce cas, l'idéal est donc de pouvoir obtenir une grosse subvention (liée à la surface) pour tout arracher et replanter autre chose. Et pourquoi pas recommencer ainsi de suite dès qu'un problème se présente. C'est-à-dire transformer les problèmes techniques en problèmes sanitaires graves pour débloquer "à la chaîne" des fonds d'indemnisation.

J'ai compris que ces mesures sanitaires sont devenues un nouveau système indirect de subventions pour engraisser ou soutenir l'agriculture productiviste, ce qui va affaiblir l'agriculture paysanne de petite taille en circuit court. Depuis peu, une nouvelle taxe FMSE est devenue obligatoire pour tous les agriculteurs. Elle est prélevée avec les cotisations sociales des agriculteurs. Elle a pour but d'alimenter les caisses d'indemnisations liées aux problématiques sanitaires. Cette taxe est à peu près identique que vous cultivez 1 ou 200 hectares. En revanche, les subventions seront versées au pro rata de votre surface. Les petits payent pour les gros, et si un problème "sanitaire" les condamne à arracher leurs cultures, ils n'auront qu'une très faible aide financière vue la taille modeste de leur système agricole.

En conclusion, j'ai compris une fois de plus la force des lobbies professionnels pour aller chercher des subventions, leur lien étroit avec les représentants de l'état, et surtout l'arme absolue que représentent les questions sanitaires pouvant permettre au modèle agricole productiviste dominant de s'enrichir, tout en détruisant le modèle agricole de la petite paysannerie.

## **La solution paysanne**

Pour les arboriculteurs en agriculture conventionnelle, ceux dont les productions fruitières sont destinées à l'agro-industrie, la sharka est une malédiction. Les fruits "sharkés" sont refusés par les grossistes, les usines de transformation et les grands magasins. L'agriculteur ne voit aucune autre solution possible que celle d'arracher massivement ses plantations et de planter les arbres recommandés par la filière à laquelle il appartient.

Pour les arboriculteurs en vente directe, la sharka n'est pas un problème majeur. Le fait de cultiver de nombreuses variétés différentes permet d'augmenter les chances d'avoir chaque année suffisamment de fruits de qualité à vendre sur les marchés locaux. Par ailleurs, même les fruits marqués par la sharka trouvent une place honorable dans les paniers de consommateurs avertis.

Ainsi, la force de l'agriculture paysanne n'est pas seulement sa grande souplesse agronomique et économique, mais également sa capacité de lutte contre les désagréments de diverses maladies comme la sharka. L'échange des semences et des variétés, la sélection des plants en fonction des territoires et des conditions naturelles, la multiplication de la biodiversité et l'immense réservoir génétique ainsi constitué augmentent les probabilités d'obtenir, peu à peu et dans chaque ferme, des variétés tolérantes ou résistantes au virus. Cette méthode simple et millénaire repose sur un libre-échange du vivant, considéré comme un bien public, gratuit, à partager entre paysannes et paysans.

Soyons clairs : à ce jour, ce n'est pas la direction prise par notre société. Si nous voulons conserver cette liberté du vivant, les paysans et la population doivent s'organiser pour résister aux technosciences et aux firmes capitalistes qui tentent de s'approprier toute légitimité à multiplier et à sélectionner le vivant. Celles-ci œuvrent chaque jour à créer un fossé infranchissable entre les paysans renvoyés au simple rôle d'exécutants, et les laboratoires biotechnologiques qui s'emploient à rendre inaccessible les savoir-faire agronomiques les plus évidents en s'abritant derrière la complexité des connaissances scientifiques.

## **La sharka, un virus politique**

Au final, la solution anti-sharka choisie par le ministère de l'agriculture n'est ni scientifique, ni efficace, mais avant tout politique. Cette politique se traduit par le soutien à l'agriculture productiviste. La gestion de cette "crise" sanitaire, comme bien d'autres, est conçue pour renforcer encore un peu plus l'agriculture industrielle et les firmes biotechnologiques. Les agriculteurs conventionnels, considérés comme des ouvriers ou des entrepreneurs au service de la filière agro-alimentaire, sont de plus en plus contraints de choisir les biotechnologies brevetées et de produire des fruits standardisés par l'industrie. Ceux qui feront faillite à cause de la sharka verront peut-être leurs terres rachetées par les plus grosses fermes voisines ou par des multinationales. Pour les autres, le virus de la sharka sera toujours présent, mais il sera contraint, limité, encadré par la biotechnologie. La biodiversité va continuer de s'amenuiser dans nos champs, elle sera stockée dans des laboratoires comme une simple réserve vivante pour de futurs assemblages génétiques.



Les vergers se ressembleront de plus en plus, avec des variétés monocultivées, brevetées, fragiles, régulièrement arrachées pour être remplacées par de nouveaux OGM, au gré des attaques virales, et ce pour le plus grand bénéfice des grandes firmes privées. Pris dans une spirale de dépendance infernale, les agriculteurs et les consommateurs remercieront alors chaque jour les firmes et les laboratoires de leur permettre d'exister et de se nourrir, leur science devenant pour nous une nouvelle religion insondable nous dictant les vérités à suivre.

La grande perdante de tous ces choix politiques, c'est l'agriculture paysanne. Les arboriculteurs "bio-locaux" sont et seront de plus en plus plongés dans la tourmente, contraints d'arracher leurs arbres sans que l'État tienne compte de leur avenir. Tout est fait pour décourager de planter des arbres par soi-même. Dans cette logique folle, même les petits arboriculteurs très diversifiés en variété, dont une bonne partie des prunus ne craignent pas le virus, finiront tôt ou tard par devoir arracher tous leurs arbres sensés abriter des maladies indésirables.

## **L'agriculture paysanne, une résistance politique**

Au-delà de mon cas personnel, au-delà de la tristesse et de l'injustice que j'ai ressenties lorsqu'on m'a obligé à arracher mes premiers arbres, j'ai surtout eu le sentiment qu'à travers cette décision, c'est l'esprit de résistance de l'agriculture paysanne que l'État et la FNSEA veulent détruire.

Dans mon département, les agriculteurs en circuit long se révoltent peu. Dépendants totalement des usines de transformation, des grossistes et des supermarchés, ils attendent soit des subventions de l'État soit des solutions proposées par le système capitaliste qui s'enrichit sur leur dos. À l'inverse, les paysans en agriculture diversifiée et en vente directe, beaucoup plus souples dans leur manière de produire, sont révoltés.

Si dans notre pays des résistances s'organisent pour défendre les semences paysannes que l'agro-industrie veut peu à peu interdire, c'est parce qu'il existe encore des paysans qui réutilisent chaque année leurs propres semences. Sans ces paysans-là, la lutte serait perdue d'avance. Le gouvernement vote régulièrement des lois en faveur de l'industrie semencière, des lois qui contraignent par exemple les agriculteurs réutilisant "leurs" semences à payer une taxe. Si ces lois ne sont pas appliquées, si des actes de désobéissance civile s'organisent, ils seront le fait de paysans qui défendent tout simplement par leur pratique une autre manière de vivre.

Si des résistances s'organisent contre l'artificialisation des terres agricoles, c'est parce que des paysans comprennent par leur activité journalière qu'on ne peut pas continuer comme ça à détruire une terre qui peut nourrir les

humains des milliers d'années durant. La lutte contre la construction de l'aéroport de Notre-Dame des landes, ce projet insensé qui va détruire plus de 2000 hectares de terres agricoles, est en partie le fait des paysans qui vivent sur ces terrains et veulent les défendre, tout comme la lutte contre le camp militaire du Larzac était principalement le fait de paysans et de paysannes vivant sur le plateau.

Si depuis plusieurs années des résistances s'organisent contre les OGM et autres biotechnologies, par le fauchage volontaire notamment, c'est aussi parce que des paysans, par leurs pratiques agricoles, ont bien compris le danger de ces technologies. Contre la privatisation du vivant et les manipulations génétiques à l'aveuglette, nombre de paysans désirent pouvoir continuer à produire sans ces technologies. S'il n'y avait que des multinationales pour cultiver nos terres, notre nourriture serait aujourd'hui produite uniquement avec des OGM.

Si les résistances sont là, c'est donc bien que des paysans et des paysannes n'ont pas dit leur dernier mot.

## **Renforçons l'agriculture paysanne**

Le monde agricole vit une guerre qui ne dit pas son nom. Une guerre qui va finir par opposer une petite agriculture locale, diversifiée, en circuit court, respectueuse de l'environnement et de la biodiversité, et une agriculture agro-industrielle, inféodée aux firmes biotechnologiques. Si nous ne prenons pas parti, toutes et tous, si nous ne protégeons pas l'agriculture paysanne, nous courons le risque de diminuer notre potentiel de résistance face au gouvernement, aux laboratoires privés, à l'industrie agro-alimentaire. La disparition du mode de vie paysan est la condition première pour que l'industrie, encouragée par les règles du système capitaliste, puisse imposer au monde vivant son modèle de fonctionnement.

Si nous ne voulons pas voir l'agriculture paysanne disparaître, si nous voulons une alimentation saine, et des champs libres, nous pouvons agir de multiples façons. Nous pouvons consommer bio et local, bien sûr. Mais cela n'est pas suffisant. Nous devons également agir à d'autres niveaux. Nous pouvons soutenir des organisations syndicales et politiques, à commencer par la Confédération Paysanne, qui mène une action tenace et souvent exemplaire en faveur de l'agriculture paysanne. Nous pouvons rejoindre ou imaginer de nouvelles formes d'actions politiques, à l'image de la Chambre d'Agriculture indépendante du Pays Basque Français, qui depuis 2005 organise la résistance des consommateurs et des producteurs de la région en marge de la Chambre d'agriculture officielle, ou encore de multiples associations petites et grandes dont les actions consistent à acquérir du foncier agricole de manière collective pour la création de fermes bio-locales.

Nous pouvons également aider directement des paysans et des paysannes à s'installer près de chez nous, en leur louant des terres si nous en avons, en cherchant des terres disponibles auprès de notre entourage, en les mettant en contact avec des paysans que nous connaissons, en les soutenant financièrement, en faisant pression auprès de nos mairies, de la SAFER ou de la chambre d'agriculture. Dans un contexte médiatique favorable à l'agriculture bio-locale, ne négligeons pas la force du bouche-à-oreille ou des démarches collectives ! Surtout au niveau local, où nous avons davantage de pouvoir et de prises sur la réalité.

Enfin et surtout, nous pouvons nous-mêmes reprendre ou créer des petites fermes de proximité, car si nous ne devenons pas pleinement acteurs et actrices de ce monde pour induire les directions qui nous paraissent justes, alors nous renforçons, même de manière désabusée, le système dominant. Ce n'est pas un hasard si aujourd'hui l'image du "paysan" et de la "paysanne" fait partie des plus dévalorisées de la société moderne capitaliste. Devenir paysan aujourd'hui représente plus que jamais un positionnement politique et un acte de résistance face au modèle politique, économique et social dominant.

## **Épilogue**

Si vous plantez un noyau de pêche dans votre jardin, il y a de grandes chances qu'il pousse et qu'il vous donne des fruits. Ce pêcher sera un individu unique. Peut-être sera-t-il adapté aux conditions naturelles où vous l'avez planté et à vos besoins, peut-être ne le sera-t-il pas, personne ne peut le prédire. En tout cas, pour le moment, rien ni personne ne vous empêche d'essayer.

Si cette petite information sur les noyaux de pêche est nouvelle pour vous, si l'idée de planter par soi-même des arbres fruitiers vous semble incongrue, c'est que l'on vous a dépossédé d'un savoir vital, et ce n'est pas anodin, c'est le résultat d'un système économique et politique.

Si demain nous n'avons plus le droit de planter des noyaux de pêche dans notre jardin, sous prétexte, par exemple, des prétendus risques sanitaires ou des droits de propriété génétique d'une firme biotechnologique, c'est que nous faisons partie d'une population qui n'use plus de ses libertés paysannes depuis bien longtemps, et donc que toute résistance politique sur cette question sera devenue presque impossible.

Mais si aujourd'hui l'idée de planter des noyaux et des pépins vous fait pétiller les yeux, alors tous les espoirs nous sont permis, car le paysan ou la paysanne qui est en vous se réveille enfin.



**Retrouvez cette brochure  
et bien d'autres informations sur  
<http://www.reperes-paysans.org>**